

<https://www.economiedistributive.fr/Au-fil-des-jours-Prochainement-en-3657>



Au fil des jours

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 2010 à nos jours - Année 2018 - N° 1200 - septembre 2018 -

Date de mise en ligne : lundi 14 janvier 2019

Date de parution : septembre 2018

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Sommaire

- [L'OCDE a fait une découverte](#)
- [Quelques chiffres ... éloquentes](#)
- [L'Union européenne prétend "faire le](#)

L'OCDE a fait une découverte

Dans son rapport publié début juillet sur les perspectives de l'emploi, l'Organisation de Coopération et de Développement économique observe une "embellie" du taux d'emploi : dans les 35 pays qui sont membres de cette organisation, il est en moyenne de 61,7%, (ce qui signifie que moins des deux tiers de la main d'oeuvre disponible est utilisée !)... mais constate une stagnation « sans précédent » des salaires et une accentuation des inégalités : « tous les salariés ne sont pas logés à la même enseigne, les revenus du travail des 1% les mieux rémunérés augmentent beaucoup plus vite que ceux des personnes peu payées, accentuant les inégalités existant sur le marché du travail. De même, les salaires des travailleurs à temps plein augmentent plus vite que ceux à temps partiel ».

Et l'OCDE vient donc de découvrir que le précaire se substitue au salariat ! Et prévient : « Si les pays ne parviennent pas à rompre avec cette tendance, la confiance du public à l'égard de la reprise économique sera compromise ».

Cette organisation serait-elle prête à aller plus loin, jusqu'à comprendre d'où vient la descente en flèche des partis politiques qui ont été au pouvoir depuis la révolution libérale des années 80 ?

On peut le penser car le rapport souligne qu'en Italie, « l'alliance au pouvoir entre les populistes et l'extrême droite entend revenir en arrière sur la flexibilité du marché du travail mise en oeuvre sous le gouvernement de Matteo Renzi, en 2015. Et ce, en limitant le recours aux contrats à durée déterminée (CDD) et aux licenciements sans justification ». Et son secrétaire général, Angel Gurría, a même ajouté, dans une conférence de presse, que la stagnation des salaires n'est pas seulement le fruit de la stagnation de l'emploi, qu'elle est aussi le résultat de « changements structurels à l'oeuvre dans nos économies, que la crise a accentués et accélérés ».

Va-t-on bientôt comprendre aussi les causes de la montée du fascisme et de la xénophobie ?

MLD

Quelques chiffres ... éloquentes

Au second trimestre 2018 les dividendes mondiaux versés par les entreprises à leurs actionnaires ont augmenté de 12,9% par rapport à la même période de 2017.

Elles atteignent le montant record de 497,4 milliards de dollars (427 milliards d'euros).

Pour l'Europe seule (hors Royaume-Uni) ce montant s'élève à 176,5 milliards, soit 18,7% de plus que l'an dernier.

Douze pays (dont France, Allemagne, Japon, États-Unis) ont réalisé des paiements records.

Les trois entreprises françaises qui ont versé le plus de dividendes sont Sanofi, BNP Paribas et Total.

L'Union européenne prétend "faire le choix du travail" !

Les moyens de lutte contre le chômage et l'exclusion sociale sont pratiquement identiques dans la plupart des pays européens et font l'unanimité des économistes classiques : il faut plutôt fournir du travail aux chômeurs et aux personnes pauvres que de leur donner des subsides.

Il faut rompre avec l'assistanat. C'est le principe de l'activation, cher à l'ensemble de la classe politique française, à droite comme à gauche.

C'est aussi le mot d'ordre du Premier ministre (« nous faisons le choix du travail », répétait-il dans le Journal du Dimanche du 26 août).

En réalité, dans tous les pays de l'Union Européenne, les gouvernements maintiennent leur assistance, souvent réduite, mais significative aux chômeurs et aux exclus, pour leur laisser un minimum de revenus...

Sans cette assistance, la situation serait encore plus catastrophique dans la plupart des pays de l'Union européenne : les chiffres fournis par Eurostat pour 2017 :

20% en Allemagne,
22% au Royaume Uni,
18,2 % en France,
17,6 au Danemark,...

montrent bien que les taux de pauvreté y sont déjà très élevés.

JPM